



UNIVERSITÉ DE GENÈVE

**CENTRE UNIVERSITAIRE D'ÉTUDE
DES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE**

Avenue de la Jonction 19 | CH-1205 Genève
Tél. 022 705 72 30 | Fax 022 705 72 00

CYCLE DE FORMATION 1999/2000

et

SEMINAIRE ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

Philippe MENANTEAU

Institut d'Economie et de Politique de l'Energie (IEPE), Grenoble

sur

**LE RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS DANS LE CHANGEMENT
DES TECHNOLOGIES ÉNERGÉTIQUES**

Judi 16 décembre 1999 à 17h.15



Salle de séminaire, 2^{ème} étage
Centre universitaire d'étude des problèmes de l'énergie
19, avenue de la Jonction
1205 Genève



PROGRAMME DES SEMINAIRES

Judi 13 janvier 2000 à 17h.15

Le rôle des mass média dans le débat sur l'énergie, S. Erkmann, journaliste scientifique, Genève.

Judi 27 janvier 2000 à 17h.15

Estimer et gérer le risque des radiations ionisantes, F. Romerio, CUEPE, Université de Genève.

Judi 10 février 2000 à 17h.15

Usines de retraitement des déchets nucléaires et leucémies des enfants, J.-F. Viel, Faculté de médecine, Université de Besançon.

L'orateur

Philippe MENANTEAU, chargé de recherche CNRS à l'Institut d'Economie et de Politique de l'Energie de Grenoble depuis 1993, est ingénieur de l'Ecole Spéciale des Travaux Publics (Paris) et docteur-ingénieur en Economie de l'Energie. Il a participé auparavant à la mise en place de coopérations techniques entre les collectivités locales françaises et européennes sur le thème des politiques urbaines de l'énergie et de l'environnement (1990-93). Son travail de recherche actuel est centré sur les politiques publiques d'orientation du changement technique et, en particulier, sur les actions d'incitation en faveur de la diffusion de technologies de demande plus efficaces dans les secteurs résidentiel et tertiaire. Il est par ailleurs membre du Conseil Scientifique et Technique du Fonds Français pour l'Environnement Mondial.

La conférence

Malgré l'éloignement de la perspective d'épuisement des ressources et la détente apparente sur le marché pétrolier international, les politiques d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables suscitent un intérêt croissant en raison de leur contribution possible à la prévention du risque de changement climatique.

Selon certains exercices de prospective énergétique, les émissions mondiales de CO₂ pourraient passer de 6 GtC en 1990 à 13 GtC en 2050 (IIASA, 1995). Seule une moindre croissance économique, des gains importants sur le plan de l'efficacité énergétique et une forte pénétration des énergies non carbonées permettrait de stabiliser les émissions aux niveaux de 1990 (Scénario « Ecologically driven »).

La stabilisation des émissions s'appuie notamment sur des progrès technologiques très importants dans les rendements d'utilisation de l'énergie (dans les automobiles, les chaudières, les appareils électriques, etc.) et dans les performances techniques et économiques des technologies de production d'énergie renouvelable. De tels progrès technologiques nécessitent la mise en place de politiques très volontaristes pour accélérer la diffusion des meilleures technologies disponibles et stimuler l'apparition de nouvelles innovations.

Ces scénarios sont-ils réalistes ? Quels sont les moyens d'action, les instruments d'incitation dont disposent concrètement les pouvoirs publics pour accélérer la diffusion de technologies plus propres et plus efficaces ? Au delà des soutiens traditionnels à la recherche/développement, existe-t-il d'autres moyens de stimuler l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies lorsque celles-ci contribuent à la préservation de l'environnement ?

Des progrès considérables ont été enregistrés depuis une vingtaine d'années dans le domaine des énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque en particulier). Dans quelle mesure cette progression des performances résulte-t-elle des cadres incitatifs mis en place dans de nombreux pays pour soutenir la diffusion des énergies renouvelables ? Tous ces mécanismes sont-ils également efficaces ?

En ce qui concerne les technologies de demande, quelle est l'influence des instruments dits de « transformation de marché » (les normes de performance, l'étiquetage énergétique, les incitations financières, les accords volontaires, etc.) sur la diffusion de technologies plus économes dans les secteurs résidentiels et tertiaire (éclairage, électroménager, électronique, etc.) ? Quels impacts ont-ils sur les stratégies d'innovation des firmes, sur les comportements des distributeurs et sur les préférences des consommateurs ?

Bus N^{os} 2, 10, 11, 20, 22, 32, D : arrêt « Jonction »

19, avenue de la Jonction se trouve à 250 mètres de l'arrêt du bus en descendant direction dépôt TPG.